REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 30 novembre au 06 décembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Conseil Extraordinaire des Ministres COI.....2
- Conseil Extraordinaire de la COI à La Réunion
- Créer "une vraie stratégie économique" entre les îles
- Huit décisions prises par le conseil

1.2 Prix Indianocéanie COI.....6
- Prix Indianocéanie : Sharonne Paul reçoit le trophée pour son roman Le Cantique du rasta
- Une fiction inspirée de Kaya offre à Sharon Paul le Prix Indianocéanie

1.3 Programme Universitaire OI.....10
- "REUNION" : le nouveau programme universitaire de l'océan Indien
- L'Université de La Réunion lance le programme de mobilité régional "REUNION"

1.3 Santé.....13
- COI : les ministres des États membres en faveur des tests rapides du CIRAD
- Santé publique : deux médecin français, spécialistes en réanimation, sont arrivés à Maurice

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....15
- Coopération sud-sud à petits pas

2.2 Tourisme.....16
- Seychelles attends 24th UNWTO AGM
- UNWTO « Best Tourism Villages » 2021 : Double consécration pour Maurice
- Transport aérien : 5.534 arrivées touristiques …..

2.3 Environnement.....19
- Covid et Marée noire dans le Sud-Est : Divergences entre les experts pour l'impact sur l'Environnement

2.4 Agriculture.....20
- Produits de rente I Les enjeux et les difficultés de la filière ylang au centre des débats

2.5 Changement climatique.....21
- Changement climatique et droits de l'homme : Une exposition photo virtuelle pour interpeller sur le cas Grand Sud

2.6 Santé : covid-19.....22
- Covid-19 : la situation s'aggrave, 5 décès et 470 nouveaux cas en une semaine
- Omicron à La Réunion : un 3e cas positif, autochtone, identifié au lycée Stella

Seychelles NATION

Conseil Extraordinaire de la COI à La Réunion



Les délégués posent pour une photo de famille

Les Seychelles réaffirment leur engagement en faveur d'une COI plus moderne

L'Ambassadeur des Seychelles à Pretoria, Monsieur Claude Morel, a représenté les Seychelles au Conseil des Ministres Extraordinaire de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui s'est tenu ce vendredi 26 novembre dans le domaine de Moca, à Saint Denis, La Réunion.
Il s'agissait de la toute première réunion, en présentiel, des ministres depuis mars 2020 date à laquelle s'était tenu le 34ème Conseil des Ministres sous la présidence seychelloise, à l'hôtel Savoy, Beau Vallon.
Cette session extraordinaire était présidée par M. Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française.
Etaient présents aux travaux les Ministres des Affaires étrangères de l'Union des Comores, S.E.M. Dhoihir Dhoulkamal, de l'Ile Maurice S.E.M Alan Ganoo et de Madagascar S.E.M Patrick Rajoelina. Il en est de même du Secrétaire Général de la COI, M. Vêlayoudom Marimoutou, des représentants des membres observateurs et partenaires de la COI, ainsi que des hauts représentants de La Réunion tels que la présidente du Conseil Régional Mme Huguette Bello et le président du Conseil Départemental M. Cyrille Melchior.
Lors de son intervention à la séance plénière, l'Ambassadeur Morel a réaffirmé l'engagement des Seychelles pour que la COI se modernise davantage et devienne une véritable organisation d'intégration régionale : « Profondément convaincues que l'intégration régionale est un impératif économique inéluctable en ces temps de mondialisation, les Seychelles affirment leur volonté de continuer à œuvrer de concert avec les autres Etats membres pour l'émergence d'un ensemble moderne et efficace », a-t-il souligné.
Le diplomate seychellois a aussi exhorté les Etats membres à plus d'engagement afin de renforcer les pouvoirs de la Commission qui a de plus

en plus de projets à porter malgré les défis auxquels elle fait face. « Dans ce monde meurtri par de multiples crises dont la pandémie de la Covid-19, la tenue de ce Conseil extraordinaire, en présentiel, est en soi un message de paix. C'est aussi, pour moi, une invitation aux Etats membres à plus d'engagements et de détermination », a-t-il déclaré.
De ce fait, il a annoncé la ratification de l'Accord de Victoria révisé par l'Assemblée Nationale, confirmant ainsi la détermination du Gouvernement des Seychelles à s'investir amplement dans le processus de modernisation de l'organisation régionale.
« L'Assemblée Nationale des Seychelles a ratifié à l'unanimité lundi dernier l'Accord Révisé de Victoria et nous invitons les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à en faire une priorité », a-t-il dit.
Dans la foulée, la France a annoncé que l'Accord révisé sera déposé à l'Assemblée nationale française dès janvier 2022 en vue de sa ratification, période à laquelle la France devrait assumer la prochaine présidence de l'Union Européenne.
A noter que l'Accord de Victoria est le texte fondateur de la COI. Il a été établi à Victoria en janvier 1984 et modernisé en mars 2020.
Les Seychelles rejoignent l'Union des Comores qui a été le premier Etat membre à le ratifier en juin 2020.
Au cours de cette session, les ministres ont adopté huit décisions préparées en amont par les officiers permanents de liaison, visant à contribuer à renforcer la compétitivité des îles de l'espace COI dans le secteur de la santé, du développement durable, le changement climatique, la recherche et la formation, la sécurité alimentaire et maritime ainsi que la surveillance des pêches.
Des accords-cadres de coopération portant sur la recherche et la formation ont été également signés entre le Secrétaire Général de la COI et l'Université de la Réunion et le CIRAD.
On notera à cet égard que beaucoup d'attentes sont portées sur la présidence française de l'UE pour appuyer le Secrétaire Général de la COI à faire valoir les intérêts et les particularités des Petits Etats Insulaires. Dans ce contexte, les ministres ont convenu que la COI doit être leur porte-voix auprès de l'UE mais aussi auprès de l'Union Africaine.
Le prochain Conseil des Ministres est attendu à Paris, en fin février 2022, à l'issue duquel la France devrait en principe céder la présidence de l'organisation régionale à Madagascar.
A noter que l'Ambassadeur Claude Morel était accompagné par Monsieur Jacques Belle, officier permanent de liaison (OPL) et directeur général des affaires protocolaires, consulaires et de la diaspora au Ministère des Affaires étrangères et du Tourisme.

Créer "une vraie stratégie économique" entre les îles



Le secrétaire d'État chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, Jean-Baptiste Lemoyne, est revenu sur le Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien, qui s'est tenu hier, avant de faire un point sur les sujets qu'il va aborder avec les acteurs du tourisme aujourd'hui.

Quel bilan tirez-vous de ce Conseil extraordinaire, sous l'égide de la présidence française à la COI ?

"Nous avons discuté de tous les défis communs que nous avons. Nous sommes tous exposés au changement climatique, au problème de sécurité maritime, à la mobilité, au problème de connectivité entre nos territoires, la formation de...

La Gazette des Comores

CONSEIL EXTRAORDINAIRE DE LA COI

Huit décisions prises par le conseil

Ce sont en tout huit décisions qui ont été prises par le conseil extraordinaire des ministres de la COI qui s'est tenue à Saint-Denis de La Réunion à la demande de la France. Présent à cette assemblée, le chef de la diplomatie comorienne a mis l'accent sur le processus d'évolution institutionnelle impulsé à la retraite ministérielle de Moroni en 2019.

A Saint-Denis, Île de La Réunion a eu lieu, le vendredi 26 novembre dernier, le Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'Océan Indien. Le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal a assisté aux côtés de ses homologues de la sous-région à ce rendez-vous présidé par la partie française. Dans son allocution, le chef de la diplomatie comorienne a mis l'accent sur la nécessité de parachever le processus d'évolution institutionnelle impulsé à la retraite ministérielle de Moroni en 2019.



« La lutte contre la pandémie de Covic-19 est devenue, à juste titre, une priorité dans notre action régionale, mais il n'en demeure pas moins que l'évolution institutionnelle de notre organisation, doit rester sur nos agendas comme le nouveau cap d'une nouvelle vision stratégique et de développement de la région », a-t-il rappelé laissant entendre que « tous les chantiers mis en perspectives ne pourront être réalisés que par la mise en place d'une architecture institutionnelle performante de notre organisation, une modernisation et une mise aux normes de secrétariat général , avec des capacités humaines, techniques et financières innovantes ».

Pour prouver en quoi l'avenir de la COI est d'une grande importance, le ministre comorien est revenu sur les acquis de la présidence sortante de l'Union des Comores portant sur « la mise en place d'un plan régional de relance économique et d'un plan d'action régional de l'économie bleue ». « Mon pays, l'Union des Comores, a toujours été à l'avant-garde du respect des instruments juridiques et des décisions prises, et se réserve le droit de faire valoir son statut, chaque fois que la souveraineté des Etats sera compromise dans notre organisation », a-t-il dit en évoquant entre autres le dysfonctionnement « manifeste » au sein du secrétariat général de la COI. Du travail effectué le 23 et 24 novembre par les Officiers Permanents de Liaison (OPL) de la COI pour la tenue de ce conseil, 8 des 11 décisions soumises par le comité des OPL ont été débattues.

Kamal Gamal

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/huguette-bello-ouvre-le-conseil-extraordinaire-des-ministres-de-la-commission-de-l-ocean-indien
- https://newsmada.com/2021/11/26/la-reunion-lopposition-tente-dexister/
- https://newsmada.com/2021/11/29/cooperation-le-mae-poursuit-son-marathon-diplomatique/?fbclid=IwAR3Ts2G8czlPNgu288Qf6Tm1GVexBP4FTROEGutX4N47Fjvlbb5xwyjFW-U
- https://newsmada.com/2021/12/02/cap-business-ocean-indien-un-plaidoyer-commun-du-secteur-prive/
- **https://alwatwan.net/politique/conseil-des-ministres-de-la-coi-dialogue-national-i-dhoihir-dhoulkama-appelle-la-coi-et-ses-partenaires-%C3%A0-accompagner-les-comores.html**
- https://www.linfo.re/la-reunion/politique/dernier-jour-de-visite-sur-l-ile-pour-jean-baptiste-lemoyne-secretaire-d-etat-charge-du-tourisme
- https://www.clicanoo.re/rubriques/societe/2021/11/28/lavenir-du-tourisme-sera-durable

Prix Indianocéanie : Sharonne Paul reçoit le trophée pour son roman Le Cantique du rasta



La Mauricienne Sharonne Paul, auteure du roman intitulé Le Cantique du Rasta est la lauréate du Prix de l'Indianocéanie 2021. La qualité de l'écriture et l'émotion qu'a suscité sa lecture ont convaincu les membres du jury, composé d'auteurs et de responsables culturels de cinq pays de la zone : La Réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores, indique le Conseil départemental dont nous publions ici le communiqué (Photos : B. Bamba / Département)

Dans son ouvrage, l'auteure raconte l'histoire de Nas, un personnage imaginaire. Nas est maçon, mais c'est avant tout un chanteur qui va poser sa voix sur un mélange de reggae et de séga. Il chantera alors pour son peuple, ces mauriciens oubliés, ignorés. Il lèvera, à travers ses chansons, le tabou sur les souffrances et finira par gêner le pouvoir politique.

La cérémonie de remise du prix Indianocéanie s'est déroulée le 25 novembre dans les jardins de la Villa du Département. Cette année, l'événement revêt un caractère solennel avec la présence des personnalités dont le Pr Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) ; S.E.M. Léonard-Emile Ognimba représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie pour l'océan Indien (OIF), Cyrille Melchior, Président du Conseil départemental de La Réunion et Jacques Billant, Préfet de La réunion.

Pour cette 3e édition, lancée en décembre 2020, ce sont 66 manuscrits qui ont été reçus au 30 juin 2021 : 29 de La Réunion, 18 de Maurice, 15 de Madagascar, et 4 des Comores. Romans, nouvelles, recueils de poésie, contes, … plusieurs genres littéraires étaient représentés. Un réel succès, sachant qu'en 2018, ce sont 61 écrivains qui ont participé à la première édition et 49 à la deuxième en 2019.

L'ancien Recteur de l'Académie de La Réunion, actuellement Secrétaire

général de la COI n'a pas manqué de noter que " En seulement trois éditions, le prix Indianocéanie est devenu un marqueur important de la vitalité littéraire dans nos îles. Il est l'un des prix littéraires les mieux dotés de la région avec une édition commerciale qui permet à un manuscrit de devenir livre et de rencontrer un public ". Et le Pr Vêlayoudom Marimoutou d'ajouter que " Cette initiative conjointe de la COI, du Département de La Réunion et de l'Organisation internationale de la Francophonie vise à célébrer la diversité de notre région autant que sa singularité. Elle vise surtout à mettre en valeur les talents littéraires et créatifs de nos îles qui ont tant de choses à raconter, parce que nous sommes en quelque sorte le précipité de la rencontre des mondes ".
Le Président du Département a, pour sa part, déclaré : " Nous sommes fiers d'avoir imaginé en 2016, un projet de promotion de la francophonie à l'échelle des îles de la Commission de l'Océan Indien et d'avoir contribué à la naissance d'un lieu d'épanouissement de l'expression francophone : le prix de l'Indianocéanie. Ce prix a pour ambition de promouvoir un espace singulier : l'espace géographique, culturel et linguistique, partagé par les pays de la Commission de l'Océan Indien. Grâce au monde de la recherche et des arts en particulier, l'Indianocéanie a pu prendre corps. Mais pour que l'Indianocéanie prospère, ce sont les peuples dans leur diversité qui doivent porter et nourrir notre aspiration à écrire un avenir commun, à construire une communauté de destin ". Rendez-vous en 2022 pour la 4e édition ! "

Une fiction inspirée de Kaya offre à Sharon Paul le Prix Indianocéanie



Notre compatriote Sharon Paul séduit toute la région. Elle est la lauréate de la troisième édition du Prix Indianocéanie, organisé par la Commission de l'océan Indien. Son roman, *«Le Cantique du rasta»*, tout en subtilités, est inspiré du vécu de Kaya.

Nas a 30 ans. Il vit à Rosbwa. Maçon, il a pour passion le chant. Un jour, un autre musicien respecté de la région le remarque. La voix exceptionnelle de Nas, qui chante du seggae, ne passe pas inaperçue. Le chanteur devient vite connu. Cela vous rappelle quelqu'un ?

Le roman, Le *Cantique du rasta* de notre compatriote Sharon Paul est le grand gagnant du prix Indianocéanie 2021, concours d'écriture organisé par la Commission de l'océan Indien (COI). La remise de prix s'est tenue le jeudi 25 novembre à La Réunion, à la Villa du Département, à l'occasion du Conseil extraordinaire des ministres de la COI. Ce livre est paru aux éditions l'Atelier des Nomades. Il est disponible en librairie.

Le Cantique du rasta est le tout premier livre de Sharon Paul. *«Je ne réalise toujours pas que je suis la gagnante de ce concours»*, explique-t-elle. Jusqu'ici inconnue du grand public, Sharon Paul, s'est inspirée de la vie du chanteur Kaya, décédé en prison en février 1999, pour donner vie au roman.

Nas chante des paroles fortes et profondes. Il a la certitude que cette musique réveillera *«son peuple»* trop longtemps muré dans le silence. Un peuple d'oubliés et de sans-voix. Mais cela n'est pas pour plaire à certains. Lors d'un concert, où Nas ose fumer l'herbe magique interdite sur scène, il est arrêté. La nouvelle de sa mort parvient bientôt à ses proches. Rosbwa se reveille. Il y aura des émeutes dans le pays.

Inévitablement ces faits nous rappellent février 1999 et les événements survenus après le décès du chanteur Kaya en prison. Mais si ces événements ont bien eu lieu, Le Cantique du rasta reste une fiction. *«Je me suis inspirée de l'histoire de Kaya, car je suis l'une de ses fans, mais j'ai brodé autour. Nous sommes souvent à la recherche de prophètes, nous nous disons qu'ils n'existent plus, mais je pense que Kaya a été un prophète pour notre île. Il s'est battu pour ses idées»*, souligne l'auteure.

Si dans Le cantique du rasta on revit, dans les grandes lignes, la vie de Kaya, en filigrane l'auteure va plus loin et souligne les maux du pays. Elle raconte un pays divisé où les descendants d'esclaves vivent dans un semblant de liberté. *«Ce peuple ne porte pas la même appellation que les groupes. Dans les documents officiels, les Créoles font partie de la population générale. Le terme créole désigne tellement de choses… mais sur cette île, les créoles étaient surtout 'eux', par opposition au 'nous'»*, écrit l'auteure. *«Je suis ce que l'on appelle une créole-chinoise. Mon père est chinois et ma mère créole. J'ai donc baigné dans ces deux cultures. Je suis très sensible à la cause des créoles à Maurice, à la manière dont on les traite et à leur avenir qui est déjà tracé dès la naissance. Je suis contre l'injustice»*, avance Sharon Paul.

Outre la cause des créoles, Sharon Paul dénonce aussi la vie dans les cités. Ce lieu oublié *«où on les avait entassés les uns sur les autres»* et où la drogue synthétique, l'héroïne et la prostitution prolifèrent. Les maisons y sont tellement collées les unes aux autres que tous les sons et les odeurs s'y mêlent. Même les *«karapat»* sucent aussi bien le sang des chiens que des humains. *«Ayant habité à Beau-Bassin, je passais souvent devant la cité Barkly. J'ai vu qu'il y avait un mur, j'en ai vu de même à Roche- Bois, c'est comme-ci on a érigé un mur entre ces habitants et les autres. J'ai toujours été frappée par cela»*, dit-elle. En contraste, aux gens des cités, Sharon Paul, dans son livre, parle des rastas de Chamarel, ceux qui ont su prendre leur destinée en main et qui s'alignent comme une note d'espoir. D'autres thèmes tels que la trahison ou encore la corruption en politique sont également abordés dans le livre. Le *Cantique du rasta* est un roman plein de subtilités. Il convient aux lecteurs de lire entre les lignes. Toutefois, les messages y sont puissants.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.zinfos974.com/Prix-Indianoceanie-2021-Sharonne-Paul-recoit-le-trophee-pour-son-roman-Le-Cantique-du-rasta_a176102.html
- https://memento.fr/article_01-12-2021-prix-indianoceanie-2021-sharonne-paul-recoit-le-trophee-pour-son-roman-le-cantique-du-rasta
- https://ne-np.facebook.com/LaReunionDesLivres/posts/4557308731048848
- https://infomoris.com/une-fiction-inspiree-de-kaya-offre-a-sharon-paul-le-prix-indianoceanie/
- https://twitter.com/commission_coi/status/1463897306005180416
- Une fiction inspirée de Kaya offre à Sharon Paul le Prix Indianocéanie | lexpress.mu
- https://appablog.wordpress.com/2021/11/29/conseil-extraordinaire-de-la-coi-a-la-reunion/

"REUNION" : le nouveau programme universitaire de l'océan Indien



Les représentants du COI accompagnés des premiers étudiants sélectionnés pour participer au programme, le26 novembre 2021 à Saint-Denis.

Le 26 novembre s'est tenu à Saint Denis à la Reunion, le lancement d'un programme de mobilité entre les universités de l'océan Indien. Lors d'une de la première campagne du projet appelé "REUNION" (Regional Exchange University Indian OceaN), vingt-deux étudiants ont déjà été sélectionnés pour y participer.

Le programme "REUNION" est le premier accord-cadre lancé dans la zone océan Indien. Officiellement lancé au Moca à Saint-Denis le 26 novembre, la signature de ce projet s'est tenu lors du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) présidé par le secrétaire d'Etat chargé du Tourisme des Français de l'étranger et de la Francophonie, Jean-Baptiste Lemoyne. Le plan co-financé par l'Union Européenne ainsi que l'université de la Réunion vise à renforcer la compétitivité entre les pays et les îles de la zone COI. Les Comores, les Seychelles, le Mozambique, Madagascar, le Kenya ainsi que Maurice sont les premiers pays à en bénéficier.

Ce projet est inspiré du programme européen "ERASMUS", douze étudiants ont dès lors rejoint l'Université de la Réunion "pour leurs études de master et dix pour leur 2ème ou 3ème année de licence" d'après Les Echos. Chacun d'entre eux bénéficiera donc d'un programme d'étude entre 5 à 10 mois notamment dans les secteurs du développement durable, du changement climatique, des énergies renouvelables, de la sécurité alimentaire, des sciences humaines ainsi que la santé. Afin d'accompagner les étudiants dans ce programme universitaire, ils percevront pendant leur séjour une indemnité de 700 euros par mois.

75 mobilités entrantes et sortantes sont prévues. Parmi elles, 63 mobilités étudiantes sont prévus pour une période de 5 à 10 mois ainsi que 22 mobilités de personnel pour une durée maximum de 14 jours.

L'Université de La Réunion lance le programme de mobilité régional "REUNION"




Lors du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) qui se tenait ce vendredi 26 novembre 2021 au Moca, l'accord-cadre entre l'Université de La Réunion et la COI (commission de l'océan Indien) a été signé. L'objet de cet accord est d'encourager les coopérations dans tous les domaines (formation, recherche, mobilité...) en vue de contribuer à renforcer la compétitivité des îles de l'espace COI notamment dans les secteurs suivants : développement durable ; changement climatique ; énergies renouvelables ; sécurité alimentaire ; santé ; sciences humaines. Nous publions ici le communiqué de l'Université (Photos Université de La Réunion)

Il a pour but d'encadrer des collaborations déjà existantes dans le domaine de formation (ex : sur les métiers de l'eau avec des établissements d'enseignement supérieur malgache et mauricien) ou dans celui de la recherche et de l'innovation (ex : projet "santé, biodiversité et changements globaux", porté par l'UR en partenariat avec les grands organismes de recherche (CIRAD-IRd-CNRS-Inserm) et d'accueillir de nouveaux projets en lien avec les secteurs ciblés.

Lancement du programme de mobilité REUNION

A cette occasion, sera officiellement lancé le programme de mobilité REUNION (REGIONAL EXCHANGE UNIVERSITY INDIAN OCEAN) porté par l'Université de La Réunion et co-financé par le programme INTERREG V - océan Indien.
REUNION consiste en la mise en place d'un programme de mobilité encadrée de grande ampleur, inspiré du programme Erasmus+, au bénéfice des étudiants et des personnels des universités de l'océan Indien, que le Président de la République a appelé de ses vœux lors de sa visite à La Réunion en octobre 2019 et dont la première édition pilote 2021-22 sera parrainée par la COI en présence de Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Tourisme, des

Français de l'étranger et de la Francophonie, président en exercice du Conseil des ministres de la COI.
Il s'agit là du premier programme multilatéral de mobilité encadrée pour et dans la zone océan Indien. Son objectif est d'améliorer les compétences et les qualifications des étudiants et du personnel au moyen d'une meilleure mobilité entre les pays de la région océan Indien et La Réunion.
Porté par l'Université de La Réunion, dont l'expertise dans l'accueil et la gestion des programmes d'échanges internationaux a été reconnue en 2019 au niveau national par l'obtention du label " Bienvenue en France " et en 2020 par l'octroi du label ERASMUS+ bonne pratique, il s'inscrit dans le cadre de la convention signée par l'Université de La Réunion, la Région Réunion et Campus France, lui assurant ainsi une belle visibilité au-delà de la zone océan Indien.
Les pays concernés par le programme pour cette première édition sont : les Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles.
Dans cette phase pilote, 75 mobilités entrantes et sortantes sont prévues au total, dont 63 mobilités étudiantes (entre 5 et 10 mois) et 22 mobilités de personnels (maximum de 14 jours).
22 étudiants ont d'ores et déjà été sélectionnés dans le cadre de la première campagne. 12 étudiants ont rejoint l'Université de La Réunion pour leurs études de master et 10 pour y effectuer leur 2ème ou 3ème année de licence. Ils percevront une indemnité de 700 euros par mois pendant leur séjour d'études (sur 10 mois maximum).
Pour rappel, le nombre d'étudiants internationaux à l'Université de La Réunion a quasiment triplé en vingt ans pour arriver à plus de 900 étudiants étrangers inscrits en 2020/2021 dont les 2/3 proviennent de l'espace COI.
Ce projet d'un montant de 532 432 € est co-financé par l'Université de La Réunion et INTERREG V océan Indien.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2021/11/26/sous-le-parrainage-de-la-coi-l-universite-de-la-reunion-lance-le-programme-de-mobilite-regional-reunion,143925.html
- https://www.clicanoo.re/rubriques/societe/2021/12/02/reunion-le-nouveau-programme-universitaire-de-locean-indien
- https://www.lesechos.fr/pme-regions/outre-mer/lancement-du-programme-reunion-un-erasmus-pour-locean-indien-1367770?fbclid=IwAR3hqr7F71eNGNJSAg6_FHEZgd1AoFKOu_3rYexDlEW3dewnSejy6SYthas

COI : les ministres des États membres en faveur des tests rapides du CIRAD



Une subvention supplémentaire de 1,8 million d'euros a été entérinée par l'Agence Française de Développement (AFD) pour alimenter le SEGA One Health de la Commission de l'Océan Indien (COI). Ce fonds régional sert à appuyer la réponse collective, pilotée par l'agence intergouvernementale régionale, face aux risques sanitaires. L'intérêt de la mise en œuvre de SEGA One Health a été confirmé lors de la session extraordinaire du Conseil des ministres de la COI, qui s'est tenue le 26 novembre dernier à l'île de la Réunion. Les ministres des cinq États membres de la COI ont également indiqué leur intérêt à l'utilisation des tests rapides RUNCOV, développés par le centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Plus d'infos cliquez ci-dessous :

- https://www.wazaa.mu/fr/sante-publique---deux-medecin-francais--specialistes-en-reanimation--sont-arrives-a-maurice
- https://www.business-magazine.mu/actualites/autres/coi-les-ministres-des-etats-membres-en-faveur-des-tests-rapides-du-cirad/
- https://www.r1.mu/actu/sante/assemblee-nationale-la-gestion-de-la-crise-sanitaire-toujours-au-centre-des-discussions-p455716
- COI: Ministers of Member States in favor of CIRAD rapid tests – Mauritius News (mauritiushindinews.com)

Santé publique : deux médecin français, spécialistes en réanimation, sont arrivés à Maurice



L'ambassade de France a répondu positivement à l'appel du ministère de la Santé pour faire venir un spécialiste en anesthésie-réanimation et un infirmier senior, spécialisé en services de réanimation, à Maurice.
L'équipe médicale française est déjà sur place, a révélé Kailesh Jagutpal, hier, à l'Assemblée nationale.

Rappelons que les deux experts auront pour tâche d'aider les équipes existantes, postées dans des centres de traitements dédiés à la Covid-19 dont l'hôpital ENT à Vacoas et autres hôpitaux régionaux du pays.
Ils se chargeront également de la formation des anesthésistes et des infirmiers seniors mauriciens.

Par ailleurs, il est a noté que suivant une évaluation effectuée par l'équipe médicale française, des recommandations afin d'améliorer les protocoles, particulièrement en matière de services de réanimation, seront bientôt soumises aux autorités concernées.

Kailesh Jagutpal a fait comprendre que c'est la Commission de l'océan Indien (COI) qui assurera tous les frais de la mission des spécialistes à Maurice jusqu'au vendredi 3 décembre prochain.

COOPÉRATION

La coopération Sud-Sud, à petits pas

Une équipe de l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) composée de 3 cadres se trouve actuellement à Tunis (Tunisie) au siège de l'agence tunisienne de Coopération technique (ATCT) pour une visite d'étude de 15 jours.



Signature d'un Aide-mémoire ACCI et ATCT

La Directrice générale de l'ACCI Mme Bazi Fatoumia a rejoint la mission et s'est entretenue avec son homologue de l'ATCT pour évaluer et revoir le partenariat signé entre les deux agences en 2018 et discuter sur des nouvelles orientations pour les trois prochaines années.

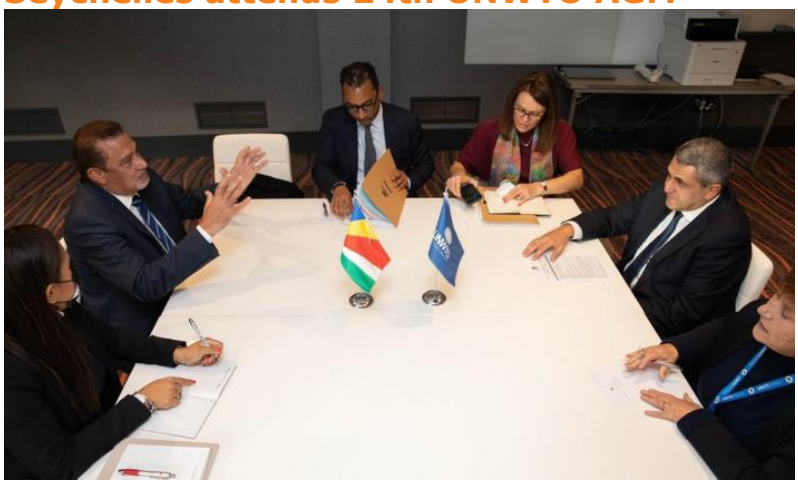
Pour rappel, l'Agence Comorienne de Coopération Internationale a bénéficié en février 2021 d'un appui technique de la Banque Islamique de Développement (BID) pour renforcer ses capacités institutionnelles et organisationnelles. La BID a choisi l'ATCT comme partenaire technique, vu son background en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, d'accompagner techniquement, institutionnellement l'ACCI. Cet appui s'est réalisé en trois phases: La première a été réalisée à distance et en ligne. Il s'agissait des échanges et partages d'expérience sur le cadre de travail, les outils et les compétences existantes entre l'ACCI et l'ATCT.

La seconde s'est réalisée à Moroni. Une équipe d'experts de l'Agence Tunisienne a séjourné à Moroni pour une durée de trois mois pour un appui-conseil et procéder également à une évaluation approfondie de l'ACCI devant permettre d'identifier les lacunes et proposer des recommandations afin de renforcer les capacités techniques, institutionnelles et organisationnelles de l'ACCI.

La troisième phase concerne cette présente mission, qui a vu la signature d'un Aide-mémoire entre les deux parties, assorti d'un plan d'action.

Mmagaza

Seychelles attends 24th UNWTO AGM



Minister Radegonde during one of his meetings

• Seeks support and technical assistance in policy development and implementation

A delegation led by the Minister for Foreign Affairs and Tourism, Sylvestre Radegonde, attended the 24th session of the United Nations World Tourism Organisation general assembly held from Tuesday November 30 to December 3 in Madrid, Spain, for member states to discuss issues affecting the industry.
Minister Radegonde was accompanied on this mission by principal secretary for Tourism Sherin Francis and senior protocol officer in the foreign affairs department Channel Quatre.
While in Madrid, the minister and his delegation had a tête-à-tête on November 29 with United Nations World Tourism Organisation (UNWTO) secretary general Zurab Pololikashvili who has been re-elected for a second term from 2022-2025. Pertinent matters affecting the Seychelles tourism industry were discussed during the tête-à-tête.
Minister Radegonde also held discussions with tourism ministers of several UNWTO member countries on how they can support each other in terms of exchanges and knowledge sharing.
The assembly provided the Seychelles delegation the opportunity to hold discussions with UNWTO's senior technical team members on how to gather more technical support on key aspects of the sector's strategic actions. Seychelles is seeking more formal support in areas of policy development for the cruise and maritime sector, in reviewing certain already existing sector policies, as well as for technical assistance in the implementation of the recommendations of the carrying capacity studies for La Digue and the ones for Mahé and Praslin, both yet to be approved by the Cabinet of Ministers.

Suite de l'article

UNWTO « Best Tourism Villages » 2021 : Double consécration pour Maurice



Le village du Morne et celui du Vieux Grand Port figurent parmi la liste des « Best Tourism Villages » 2021, rendue publique, le jeudi 2 décembre, lors de la 24e session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), qui s'est déroulée cette semaine à Madrid. Cette initiative, lancée sur une base pilote par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), vise à récompenser les villages, engagés à faire du tourisme, un puissant moteur de leur développement et d'inclusion.

Au total, 174 villages ont été proposés par 75 États membres de l'OMT (chaque État membre pouvait présenter un maximum de trois villages). Toutefois, seuls 44 villages de 34 pays ont obtenu le sceau du « Best Tourism Village ».

Pour le Premier ministre adjoint, Steven Obeegadoo, qui a participé à la 24e session de l'Assemblée générale de l'OMT, « cette double consécration contribue à rendre la destination Maurice encore plus visible et témoigne de l'effort conjoint du gouvernement et du secteur privé pour promouvoir et préserver la diversité ainsi que la richesse naturelle et culturelle de nos villages tout en favorisant un développement durable et inclusif ».

Dans un communiqué émis par l'OMT, on fait ressortir que les 44 villages plébiscités se sont effectivement distingués grâce à leurs ressources naturelles et culturelles ainsi que leurs actions innovantes et transformatrices et leurs engagements en faveur d'une expansion du tourisme conforme aux objectifs de développement durable.

Lire aussi : https://ionnews.mu/linde-enleve-maurice-de-sa-liste-de-pays-a-hauts-risques/

Transport aérien : 5.534 arrivées touristiques depuis la réouverture des frontières

Par Les Nouvelles sur 04/12/2021



30% des arrivées aux frontières enregistrées depuis leur ouverture progressive, le 23 octobre, sont des touristes en visite à Madagascar. Ces chiffres reflètent la légère reprise du tourisme fortement touché par la crise. Toutefois, le secteur n'est pas sorti de l'auberge, face à la recrudescence de l'épidémie dans le monde.

Madagascar a rouvert progressivement ses frontières depuis le 23 octobre. Entre cette date et le 23 novembre, le pays a enregistré 5.534 arrivées internationales, d'après le bilan émanant du ministre du Tourisme, Joel Randriamandranto, hier au CCI Ivato.

40% de ces voyageurs sont des résidents, tandis que 60% sont des non-résidents dont la majorité est constituée de Français. Quant aux raisons du voyage des non-résidents, 35% sont à Madagascar pour le tourisme, 31% viennent visiter des familles et 11% sont dans le pays pour des raisons professionnelles.

Depuis la réouverture des frontières, trois compagnies aériennes effectuent des liaisons aériennes internationales à Madagascar (Air Madagascar, Air France et Air Mauritius). Les deux vols hebdomadaires effectués par Air Mauritius, sont cependant suspendus en raison de la recrudescence actuelle de l'épidémie de Covid-19 dans cette île.

Investissement dans le tourisme

Selon Joel Randriamandranto, des opérateurs continuent d'investir dans le tourisme en dépit de la crise sanitaire qui frappe de plein fouet ce secteur. «Des professionnels investissent dans le secteur en vue d'une relance malgré la crise du Covid-19», a-t-il précisé.

Entre octobre et novembre, ce département ministériel a délivré 16 licences toutes catégories et 48 autorisations d'ouverture d'établissements touristiques. Le ministre est également revenu sur la demande des opérateurs et parlementaires relative au retour des vols commerciaux internationaux dans les autres régions. Selon lui, cela dépendra de l'évolution de la situation sanitaire au niveau mondial.

Suite de l'article

Covid et Marée noire dans le Sud-Est : Divergences entre les experts pour l'impact sur l'Environnement



Maurice a déclaré « l'état d'urgence environnementale » le 7 août, après que le navire MV Wakashio a commencé à laisser échapper du pétrole de sa coque brisée. Les groupes communautaires locaux ont réagi rapidement pour limiter la propagation du pétrole en utilisant plusieurs méthodes, notamment la fabrication active de barrages artisanaux à l'aide de bagasse de canne à sucre. Le déversement a touché des sites hautement sensibles sur le plan écologique, notamment de nombreux types de zones protégées dans la région ainsi que des plages publiques et de petites forêts de mangrove.
L'étude de Dynamia apprend qu'il y a eu des divergences dans la perception des dommages causés par la marée noire sur l'écosystème entre les experts internationaux et les experts locaux. Ces derniers affirment que les experts internationaux ont minimisé les impacts de la marée noire, qualifiant la catastrophe de « petite » marée noire. Ils ont exprimé leur colère contre certains des commentaires publics faits par des experts internationaux qui ont déclaré que les dommages étaient limités et presque terminés, car les initiatives de nettoyage seraient terminées.
Les experts environnementaux locaux pensent que l'approche et la communication manquaient de preuves scientifiques et de compréhension des systèmes socio-écologiques locaux. Leur opinion d'expert était que la biodiversité unique dans la zone touchée, déjà érodée par le manque de gérance environnementale adéquate, a été encore affaiblie par la marée noire du Wakashio. En effet, même si la marée noire du MV Wakashio est de moindre ampleur en termes de volume de pétrole déversé par rapport aux précédentes catastrophes telles que la marée noire de Deepwater Horizon en avril 2010 où 4,9 millions de barils de pétrole brut se sont déversés dans le golfe du Mexique, la localisation du déversement dans une zone importante pour l'environnement en a fait une catastrophe aux proportions catastrophiques pour le contexte local. **Suite de l'article**

Produits de rente Les enjeux et les difficultés de la filière ylang au centre des débats

Nazir Nazi



Réunis au ministère de l'Agriculture pour trouver des solutions sur la filière Ylang, les acteurs du secteur ont posé le débat sur les enjeux et les difficultés du secteur. La lutte contre le frelatage a été également abordée par les acteurs de la filière et a été considérée comme un «point fort» à mettre en œuvre. Il s'agit là de garantir la qualité des huiles, dans la régulation des collecteurs et dans la définition d'un prix plancher.

Les enjeux et les difficultés auxquels fait face la filière ylang-ylang ont fait l'objet de longues discussions, jeudi, 2 décembre au ministère de l'Agriculture. Une séance d'échanges couplée avec la quatrième édition de la journée nationale de concertation des acteurs de la filière mise en œuvre par l'interprofession comorienne de la filière Ylang (Icfy).

Producteurs de fleurs, distillateurs, techniciens de distillation, cueilleurs, travailleurs agricoles, acheteurs, acteurs institutionnels et associatifs ont eu droit à une présentation de l'état et des perspectives de la filière.Une occasion pour eux de débattre des actions prioritaires à entreprendre collectivement sous l'autorité du gouvernement.

Un bilan des activités de l'Icfy a été largement présenté par le président de cette interprofession, Mohamed Mahamoud. «L'amélioration de la production n'est pas prioritaire actuellement du fait de la crise et de la mévente. Des formations à la gestion entrepreneuriale ont réuni 157 producteurs dont 60 femmes. Et 55 femmes ont bénéficié de cours d'alphabétisation pour être capables de lire sur une balance et calculer sa rémunération », a-t-il affirmé.

Suite de l'article

Changement climatique et droits de l'homme : Une exposition photo virtuelle pour interpeller sur le cas Grand Sud

Le rendez-vous est donné pour le 7 décembre 2021 prochain pour l'exposition photo virtuelle illustrant les effets dévastateurs du changement climatique sur les droits humains de la population du Sud de Madagascar. Une initiative signée Bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique australe en partenariat avec l'organisation Ivorary et le Réseau Climat Océan Indien, et qui sera lancée dans le cadre d'une table ronde. Cette année, les chefs-d'œuvre de Pierrot Men, photographe malgache de renommée internationale, seront exposés. L'évènement sera également une opportunité pour Amnesty International de présenter les conclusions de son rapport intitulé « Il sera trop tard pour nous aider quand nous serons morts : L'impact du changement climatique sur les droits humains dans le Sud de Madagascar frappé par la sécheresse », et qui a été publié récemment.

Il conviendrait de noter que la région Sud de Madagascar connaît actuellement la pire sécheresse de son histoire. Avec comme conséquences, plus d'un million de personnes au bord de la famine et des milliers d'autres vivant dans des conditions qui en sont proches. Des situations qui sont les parfaites manifestations des injustices climatiques qui affectent toute la population de la planète mais surtout celles des pays pauvres comme Madagascar.
José Belalahy

Covid-19 : la situation s'aggrave, 5 décès et 470 nouveaux cas en une semaine

Mandimbisoa R.

La situation épidémiologique à Madagascar. Cinq nouveaux décès, liés à la Covid-19 ont été enregistrés la semaine dernière, selon le bilan hebdomadaire publié par le ministère de la Santé publique, samedi. Ce sont les premiers décès constatés depuis la réouverture des frontières aux touristes étrangers, quelques semaines plus tôt. Ceci porte désormais à 972, selon les chiffres officiels, le nombre de personnes ayant succombé au Covid depuis mars 2020 à Madagascar. Le bilan du ministère de la Santé publique fait état de 22 formes graves.

Les nouvelles contaminations ne cessent également d'augmenter avec 470 nouveaux cas enregistrés au 3 décembre. La région Analamanga devient l'épicentre de l'épidémie avec 191 nouveaux cas, suivi du Vakinankaratra (114 cas) et la région Haute Matsiatra qui enregistre 98 nouveaux cas. Le premier cas de fermeture d'établissements scolaire due à l'épidémie a été enregistré dans cette dernière région, la semaine dernière.

Face à la situation, les autorités appellent à la vigilance. Depuis quelques mois, le respect des gestes barrières est complètement négligée. Beaucoup pensent que les dirigeants doivent décréter l'obligation de port de masque ne serait ce que dans les principales régions touchées par l'épidémie.

Dans certaines églises et temples, des décisions d'avancer les festivités liées à la fête de la Nativité ont été prises pour éviter qu'elles ne se fassent trop tardivement dans le cas d'une éventuelle mesure d'interdiction de rassemblement ou de confinement. Certains établissements scolaires privés appréhendant une fermeture des écoles comme lors des deux dernières années scolaires se hâtent d'anticiper leur programme scolaire.

De leur côté, les autorités ne semblent pas pressées de prendre des décisions face à la situation sanitaire qui se dégrade, l'impact de la réouverture des frontières était pourtant prévisible.

Omicron à La Réunion : un 3e cas positif, autochtone, identifié au lycée Stella



Ce dimanche 5 décembre, un 3e cas positif au variant Omicron a été identifié sur l'île. Toutefois, contrairement aux deux premiers, celui-ci serait autochtone car le patient contaminé n'aurait pas voyagé et n'aurait aucun lien avec ses prédécesseurs. Ce cas positif au variant Omicron a été identifié au lycée Stella de Saint-Leu.

La naissance d'un nouveau variant du coronavirus, venu d'Afrique du Sud, a secoué le monde entier qui a tenté de s'en préserver aussitôt. Toutefois, son entrée dans plusieurs pays a été inévitable et La Réunion n'a pas fait exception. Dans un communiqué, la Préfecture, la Région et l'ARS annoncent qu'un 3e cas positif.

Le communiqué :

Suite aux derniers résultats de séquençage, les autorités publiques confirment ce jour l'identification d'un variant « Omicron » pour un troisième patient à La Réunion. Ce cas est sans lien avec les 2 cas précédemment identifiés.
Le patient contaminé par le variant « Omicron » serait un cas autochtone, c'est-à-dire sans relation avec un séjour à l'étranger. Le contact tracing a permis d'identifier une personne contact à risque dont le criblage est en faveur d'un variant Omicron (il s'agit donc d'un cas possible supplémentaire dont les résultats du séquençage sont en attente). Pour cette dernière, on ne retrouve pas non plus de relation avec un séjour à l'étranger.
Suite de l'article

Lire aussi : https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2021/12/05/arrete-prefectoral-covid-19-les-restrictions-sanitaires-prolongees-jusqu-au-19-decembre,144272.html